

Des sites de piratage bientôt bannis du net par les USA ?

x	Des sites de piratage bientôt bannis du net par les USA ?
---	---

Les États-Unis ont toujours pris très au sérieux les menaces de la cybercriminalité, que ce soit à l'égard de l'économie du pays ou bien à l'égard de la sécurité nationale.

L'Oncle Sam ne lésine pas sur les moyens pour traquer sans relâche les présumés pirates informatiques. Tout récemment, le gouvernement américain a rendu publique la liste regroupant des sites considérés comme ayant des liens à des affaires de piratage.

Au fil des années, de nouvelles méthodes de piratage, plus sophistiquées les unes que les autres, apparaissent. Alors, *aux grands maux les grands remèdes* ! Des trackers notoires sont depuis des années dans le collimateur des États-Unis. C'est le cas, parmi tant d'autres, de **The Pirate Bay** ou **ExtraTorrent**. La Maison Blanche, selon des sources plausibles, inclut également dans sa liste de sites à abattre certains hébergeurs de fichiers. Parmi les noms cités figurent notamment *Rapidgator*, mais aussi *Uploaded*. Mais ces plateformes sont déjà connues, ou du moins, soupçonnées d'être mêlées à des activités d'espionnage. Ce qui est surprenant dans cette affaire, c'est surtout le fait que les États-Unis se penchent aussi sérieusement sur des sites de ripping tels que YouTube-MP3.

Jusqu'à preuve du contraire, les sites européens ne sont pas dans le collimateur des États-Unis

C'est en tout cas ce que laissent entendre des pistes sérieuses qui se penchent sur la cybercriminalité. Ce serait vraiment sidérant de la part du gouvernement américain puisqu'il n'y a pas un seul pays européen où **les sites pirates ne pullulent pas**. En France, pour des raisons qu'on ne connaît pas, Zone-Téléchargement ne figure pas dans la liste noire des États-Unis. À noter tout de même que cette plateforme fait partie des plus gros acteurs du marché français.

Un grand nombre de sites de streaming sont **également dans le viseur de la Maison Blanche**. C'est le cas notamment de *Putlocker*, *Primewire* ou encore *123movies*... Comme pour la drogue, une grande partie des moyens financiers déployés par le gouvernement américain est destinée à la répression.

Notre métier : Vous aider à vous protéger des pirates informatiques (attaques, arnaques, cryptovirus...) et vous assister dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84)

Plus d'informations sur
: <https://www.lenetexpert.fr/formations-cybercriminalite-protection-des-donnees-personnelles>



Réagissez à cet article

Original de l'article mis en page : Les États-Unis révèlent les noms des sites de piratage qu'ils souhaitent bannir du net – MeilleurActu